



SAMEDI 5 DÉCEMBRE, ON NE LÂCHE RIEN :

NI AMENDABLE, NI NÉGOCIABLE, LA PROPOSITION DE LOI SUR LA « SÉCURITÉ GLOBALE » DOIT ÊTRE ENTIÈREMENT RETIRÉE !



Samedi 28 novembre, des centaines de milliers de manifestants se sont mobilisés dans tout le pays pour la défense des libertés individuelles et collectives et le retrait de la proposition de loi sur la « sécurité globale ». Plusieurs centaines de salariés, de jeunes, de retraités, militants syndicalistes, démocrates, ont manifesté à Saint Quentin sur les mots d'ordre de « **RETRAIT de la loi Darmanin, NON à l'Etat policier, défendons toutes nos libertés** ». Tous les médias ont reconnu le succès de cette mobilisation, l'éditorial du *Courrier Picard* du 29 novembre concluant que « **la seule issue raisonnable est un retrait de cette proposition de loi** ».

Le gouvernement et la majorité présidentielle apparaissent ébranlés et divisés sur l'issue à donner à la crise ouverte par le rejet grandissant de ce projet liberticide. Tandis que des voix s'élèvent pour demander le retrait de **l'article 24** visant à empêcher la diffusion d'images des forces de l'ordre en intervention, la majorité présidentielle annonce sa réécriture. **Pour nos organisations ce n'est pas seulement l'article 24 qu'il s'agit de réécrire ou de retirer, mais c'est bien toute la proposition de loi menaçant toutes nos libertés et qui, à ce titre, n'est ni amendable, ni négociable, qui doit être abandonnée.**

Cette loi sur « la sécurité globale » n'a rien à voir avec la protection sanitaire de la population, elle n'a même pas grand-chose à voir avec la protection due par l'Etat à tout fonctionnaire quel qu'il soit. Elle ne fait qu'ajouter à l'escalade autoritaire dans laquelle s'est engagé le gouvernement avec **l'état d'urgence sanitaire**, mais aussi avec la **loi de programmation de la recherche** de la ministre Vidal qui permet de condamner jusqu'à 3 ans de prison et 45 000 € d'amendes la tenue de réunions revendicatives dans l'enceinte des universités.

Dans une situation où la colère monte de toute part, et où les salariés du public comme du privé, les jeunes, les retraités, cherchent les moyens de stopper les licenciements, la casse des services publics, les attaques contre les salaires, les droits et garanties collectifs, contre l'ensemble des conquêtes sociales (en matière de droit du travail, d'assurance chômage, de retraite...), **le gouvernement cherche avant tout à se protéger et à rendre impossible toute mobilisation sur les revendications.**

Pour les organisations CGT, FO, FSU et Solidaires de l'Aisne, avec la Libre Pensée et la Ligue des Droits de l'Homme 02, aucune réforme, pas plus que « **l'urgence sanitaire** », ne peut justifier la réduction des libertés individuelles et collectives indispensables à l'exercice des libertés d'expression, de la presse, ainsi que des libertés syndicales et associatives garantes de notre démocratie. C'est pourquoi, constatant que la proposition de loi sur la « sécurité globale » reste à l'ordre du jour, elles appellent à nouveau les salariés, les privés d'emploi, les jeunes, les retraités, à se rassembler, dans le respect des règles de protection sanitaire, **samedi 5 décembre 2020, à 10H00**, devant la cité administrative, à Laon, puis à manifester en direction de la Préfecture, pour :

- **LA LEVÉE IMMÉDIATE DE L'ÉTAT D'URGENCE ET DES MESURES DE RESTRICTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ;**
- **L'ABANDON DE LA PROPOSITION DE LOI SUR « LA SÉCURITÉ GLOBALE » ;**
- **LE RÉTABLISSEMENT PLEIN ET ENTIER DES LIBERTÉS DE SE RÉUNIR, DE SE RASSEMBLER ET DE MANIFESTER.**

Samedi 5 décembre,

TOUS À LA PRÉFECTURE, À LAON ! - RDV devant la cité administrative à 10H00

Une demande d'audience a été adressée au Préfet.

